

BATIMENT INDUSTRIEL N°4 - CURAGE - DESAMANTAGE - DEMOLITION - DEPOLLUTION

MARCHE DE TRAVAUX

Marché n°CCI2025-15

Marché de travaux

Marché passé sous forme d'une procédure adaptée

En application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE
DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS**

28/07/2025 à 12h00

SOMMAIRE

1.	Personne morale de droit public passant le marché	4
2.	Objet du marché	4
2.1.	Objet	4
2.2.	Lieu d'exécution du projet	4
3.	Caractéristiques du marché	4
3.1.	Forme du marché	4
3.2.	Durée du marché et dates prévisionnelles d'exécution	4
3.3.	Intervenants	4
4.	Documents contractuels	4
4.1.	Pièces particulières du marché	4
4.2.	Pièces générales applicables au marché	5
4.3.	Ordre de priorité des pièces du CCTP	5
4.4.	Inapplicabilité des conditions générales de vente des prestataires	5
4.5.	Obligations du titulaire au regard de sa situation sociale et fiscale	5
5.	Prix et mode d'évaluation des ouvrages - variation dans les prix - Règlement des comptes	6
5.1.	Prix du marché	6
5.2.	Forme du prix	6
5.3.	Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlements des comptes	6
5.4.	Règlement des travaux	8
5.4.1.1.	Répartition des paiements	8
5.4.1.2.	Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés à prix global forfaitaire... 8	8
5.4.1.3.	Règlement des prix ou des ouvrages ou des travaux non prévus.	8
5.4.2.	Modalités de règlement des comptes – décomptes mensuels – décompte final	9
5.4.2.1.	Généralités	9
5.4.2.2.	Décomptes des approvisionnements	10
5.4.2.3.	Décomptes mensuels	10
5.4.2.4.	Acomptes	10
5.4.2.5.	Décompte final	10
5.5.	Application de la TVA	10
5.6.	Paiement des co traitants et des sous-traitants	10
5.6.1.	Modalités de paiement direct des co traitants	10
5.6.2.	Désignation de sous – traitants en cours de marché	10
5.6.3.	Modalités de paiement direct du sous-traitant	10
6.	Délais d'exécution - Pénalités et primes	11
6.1.	Délais d'exécution	11
6.1.1.	Délai prévisionnel d'exécution	11
6.2.	Prolongation des délais d'exécution	11
6.2.1.	Intempéries	11
6.2.2.	Modification des délais d'exécution pour travaux modificatifs	12
6.3.	Pénalités - retenues	12
6.3.1.	Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution	12
6.3.1.1.	Mode de calcul	12
6.3.1.2.	Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à la réception	12
6.3.2.	Autres pénalités	12
6.3.3.	Cumuls des pénalités	13
6.3.4.	Affectation de pénalités	13
6.4.	Primes pour avances	13
6.5.	Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution	13
6.6.	Marchés complémentaires	13
7.	Facturation et paiements	13
7.1.	Présentation des demandes de paiement et envoi des factures	13
7.2.	Paiements	14
8.	Clauses de financement et de sureté – garanties	14
8.1.	Retenue de garantie	14
8.2.	Avance Forfaitaire	14
8.2.1.	Avance forfaitaire versée au titulaire du marché	14
8.2.2.	Les avances versées aux sous-traitants	15
8.2.3.	Conditions de garanties pour le versement des avances	15

8.3.	Cessions ou Nantissement de créance	15
9.	Préparation - coordination et exécution des travaux - ordres de service	15
9.1.	Calendrier détaillé d'exécution.....	15
9.2.	Période de préparation - programme d'exécution des travaux	15
9.2.1.	Période de préparation	15
9.2.2.	Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – vérification préalable 16	
9.3.	Mesures d'ordre social - application de la réglementation de travail.....	16
9.4.	Organisation - sécurité - hygiène du chantier	16
9.4.1.	Installation de chantier	16
9.4.2.	Imputation des installations de chantier	17
9.4.3.	Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs	17
9.4.4.	Signalisation de chantier.....	17
9.4.5.	Domages causés aux voies publiques et privées.....	17
9.5.	Garde du chantier en cas de défaillance de l'entrepreneur	18
9.6.	Autorisations	18
9.7.	Réunions	18
9.7.1.	Réunions de chantier « maîtrise d'œuvre »	18
9.7.2.	Réunions d'études	18
9.7.3.	Visites de chantier	18
9.8.	Constat d'huissier	19
9.9.	Recours, contraventions, amendes	19
10.	Contrôle et réception des travaux	19
10.1.	Réception.....	19
10.1.1.	Généralités.....	19
10.1.2.	Réception partielle	19
10.2.	Documents fournis après exécution	19
10.3.	Assurances	20
10.3.1.	Généralités.....	20
10.3.2.	Responsabilité civile (en cours de chantier, professionnelle et après réception).....	20
10.3.3.	Garantie décennale des ouvrages de bâtiment.....	20
10.3.4.	Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages	21
10.3.5.	Assurance de bureaux de chantier	21
10.3.6.	Attestation d'assurance	22
10.3.7.	Absence ou insuffisance de garantie.....	22
11.	Clause de réexamen.....	22
12.	Résiliation	23
13.	Règlement des différends et des litiges.....	23
14.	Dérogations au c.c.a.g	23

1. PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC PASSANT LE MARCHÉ

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ILLE ET VILAINE
2 avenue de la Préfecture
CS 64204
35042 RENNES CEDEX

Personne Responsable des Marchés / Signataire/ Ordonnateur
Monsieur le Président

Comptable assignataire des paiements
Monsieur le Trésorier

Monsieur le Trésorier

2. OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet

Le présent marché a pour objet des travaux de déconstruction du bâtiment industriel n°4.

Le titulaire du marché sera chargé d'exécuter les travaux de curage, désamiantage, démolition et dépollution. Le bâtiment est sinistré suite à un incendie..

La nature et la consistance des travaux sont plus amplement détaillées dans les documents de la consultation

2.2. Lieu d'exécution du projet

France, Région Bretagne, Ille et Vilaine ; La Selle en Luitré

Code NUTS : FRH03

Adresse : 20 rue Louis Lumière 35133 La Selle en Luitré - parcelle ZA 411 à 415

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Forme du marché

Le présent marché est un marché de travaux selon la procédure du marché à procédure adaptée.

Ce marché est un marché soumis aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

3.2. Durée du marché et dates prévisionnelles d'exécution

Durée : 5 mois compris préparation, congés et intempéries,

Durée de la période de préparation des travaux : 1 mois

Date prévisionnelle de début des travaux : 4^{ème} trimestre 2025

Date de livraison des ouvrages : mi janvier 2026

3.3. Intervenants

Maîtrise d'œuvre : INAXE Energie et Environnement

Contrôle technique : Socotec

Sécurité et protection de la santé : Bureau Veritas

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

4.1. Pièces particulières du marché

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG Travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché,
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;

4.2. Pièces générales applicables au marché

S'imposent également aux cocontractants, les pièces générales suivantes :

- Les dispositions du code de la construction et de l'habitation
- Les dispositions du code du travail
- La réglementation, les normes désignés dans le cahier des clauses administratives particulières ou le cahier des clauses techniques particulières.
- Les pièces désignées dans le cahier des clauses administratives particulières ou le cahier des clauses techniques particulières
- Les fascicules des Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux du bâtiment passés au nom de l'Etat et de ses annexes.
- Normes européennes et françaises (CEN) homologuées et éditées par l'AFNOR
- Le règlement sanitaire départementale
- La réglementation relative à la sécurité et à la protection de la santé
- L'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels par sa nature est soumise l'opération.

4.3. Ordre de priorité des pièces du CCTP

Le dossier de consultation constitue un ensemble indissociable, homogène et cohérent entre pièces écrites et pièces graphiques.

En cas de contradiction sur la définition des prestations entre pièces écrites et pièces graphiques, et notamment les appareillages, et terminaux, la disposition la plus « onéreuse et contraignante » s'applique, dans le respect du projet architectural.

Au cours de l'exécution du marché, les intervenants seront amenés à s'échanger des informations sous forme informatique (plans, notes, etc.)

Les documents informatiques seront toujours dupliqués sous forme écrite et lisible par l'émetteur.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents sur supports numériques et les documents sur supports papiers, les documents sur supports numériques prévaudront.

4.4. Inapplicabilité des conditions générales de vente des prestataires

Les conditions générales de vente des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires ne s'appliquent pas au présent marché.

Des clauses particulières de vente peuvent être présentées avec l'offre. Ces conditions seront jugées dans la valeur technique de l'offre. Il est ici précisé que ces clauses particulières peuvent être refusées ou négociées en totalité ou partie.

4.5. Obligations du titulaire au regard de sa situation sociale et fiscale

Le titulaire remet tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin du marché, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

5.1. Prix du marché

Les prix du marché sont des prix forfaitaires.

L'unité monétaire est l'Euro, les prix sont exprimés hors T.V.A et toutes taxes comprises. La taxe sur la valeur ajoutée appliquée est celle en vigueur lors de l'exécution des prestations.

Conformément à l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique, pour les candidats se présentant en groupement, l'un des opérateurs économiques du groupement désigné comme mandataire dans l'offre, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du Maître d'ouvrage. Ce mandataire coordonne l'ensemble des prestations des membres du groupement ainsi que les paiements au groupement.

Si le groupement est conjoint, tous les membres du groupement signent l'acte d'engagement. En ce cas, il est indiqué, dans l'annexe relative aux groupements d'entreprise, le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

5.2. Forme du prix

Le prix du marché est ferme, non actualisable et non révisable.

5.3. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlements des comptes

Le candidat est réputé avoir pris en considération toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations et travaux demandés par le Maître d'ouvrage et en particulier :

- Avoir pris tous les renseignements complémentaires qu'il jugeait utiles auprès du Maître d'ouvrage et auprès de tous services et autorités compétentes ;
- Avoir apprécié exactement les conditions d'exécution des prestations et travaux, s'être rendu compte parfaitement de leur nature, leur importance et leur particularité ;
- Avoir posé toutes questions utiles préalablement au dépôt de son offre ;

En conséquence, les prix du présent marché incluent toutes les taxes, charges et assurances, et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et notamment :

- la main d'œuvre et les frais de déplacement ;
- la mise à disposition du matériel et des engins et l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations ;
- les frais liés à l'élimination des déchets dans le respect des normes en vigueur ;
- les frais d'assurance ;
- les frais liés à l'application de la réglementation en termes d'hygiène, de sécurité et de protection des travailleurs ;
- les frais liés aux mesures devant éventuellement être prises par le titulaire pour respecter les obligations de respect des règles de sécurité ou de confidentialité sur certains sites
- la signalisation et les autorisations de voiries
- les DICT

Aussi, il s'engage ou engage le groupement dont il est mandataire, sans réserve, conformément aux dispositions émises tant par le marché que par les documents et textes qui y sont visés et/ou annexés, à exécuter le marché tel que défini dans ces pièces et son offre.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés suivant la nature du marché les stipulations de l'Acte d'engagement dont le libellé est détaillé dans l'annexe financière (DPGF).

En complément des sous-détails de prix demandés à la remise des offres, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander à l'entrepreneur un sous-détail de prix pour tout prix d'unité du DPGF et/ou pour tout prix nouveau relatif à des travaux imprévus.

Dans ce cas, l'entrepreneur devra fournir les documents demandés dans les 8 jours à compter de la demande du maître d'œuvre.

Les prix du marché sont établis en tenant compte des stipulations de l'article 9.1 du CCAG complété par ce qui suit, et en considérant comme inclus :

- toutes les sujétions normalement prévisibles (hors intempéries, phénomènes naturels et inhabituels dans la région d'exécution des travaux),
- des frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'œuvre, ainsi que les études de synthèse,
- toutes les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement,
- toutes les sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés à l'article 2.2 ci-dessus.

Les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot par des cotraitants ou sous-traitants, la marge du mandataire ou du titulaire auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des cotraitants ou sous-traitants chargés de l'exécution d'une partie des prestations du lot concerné.

Les prix et dépenses du « mandat coordination » sont réputés couverts par les prix des travaux, et comprennent les éventuelles tâches et frais de coordination pour les travaux modificatifs.

Ils ne varieront pas quelle que soit l'évolution du marché.

Les prix sont établis en tenant compte de toutes les dispositions prises pour respecter le délai. Les prix tiennent compte de la nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes ou pendant les jours normalement non ouvrés).

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, l'obtention des autorisations administratives nécessaires au chantier, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public, incombent aux entreprises ainsi que les frais éventuels y afférents.

Les prix sont réputés également comprendre :

- les frais découlant de la situation du site et de son environnement,
- les sujétions dues aux exigences techniques de divers organismes de sécurité, de vérification des installations techniques et des contrôleurs techniques.
- par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les réparations dues pour dégradations des voies publiques
- toutes les charges directes et indirectes découlant de l'application du présent CCAP et de ses annexes.
- les frais découlant des obligations en matière de mises à disposition anticipées.
- les frais d'études d'exécution,
- les frais d'assurance,
- les frais de constat d'état des lieux avant le démarrage des travaux,
- les frais de protection des ouvrages jusqu'à la date de réception,
- les frais de nettoyage quotidien des lieux, notamment ; les abords du chantier, les installations de chantiers, les aires de stockages des matériels et des matériaux, etc. ;
- les frais résultants des conditions d'exécution exposées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières des différents lots; l'entreprise est réputée avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier.
- Par dérogation aux articles 45 à 48 du C.C.A.G., c'est l'Entrepreneur qui supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi de matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences, dessins, ou modèles, marques de fabrique ou de commerce, qu'il serait amené à utiliser, même si ces matériaux, matériels, procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels.
- les sujétions qui sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages des autres corps d'état.
- le maintien en service et en toute sécurité 24 h/24 des voies empruntées par les véhicules de tous gabarits et tonnage et par les piétons.
- les frais spéciaux cités dans le présent document.
- le fait que chaque entrepreneur, quelle que soit sa spécialité doit, sauf dérogation portée au C.C.T.P., installer à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.
- l'éloignement du chantier vis-à-vis du siège de l'entreprise.
- les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques.

- l'exploitation normale du domaine public et des services publics.
- les frais nécessités par la protection de ses ouvrages.
- Les sujétions liées au maintien en fonctionnement de tous les réseaux du site
- Le panneau de chantier
- Et plus généralement, l'ensemble des travaux spécifiés sur le DPGF (curage, désamiantage, dépollution, déconstruction)

L'entrepreneur devra en outre prendre à sa charge, en vue de supprimer la gêne occasionnée aux personnes et au voisinage, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients et nuisances provenant des bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scie, tous outils à percussion, etc.).

Par ailleurs, en complément des textes réglementaires, il doit en plus être tenu compte des réglementations locales concernant notamment :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scie, tous outils à percussion, etc.) qui devront être en tout état de cause inférieurs aux impositions de la notice acoustique qui définit les seuils de tolérance.
- Odeurs, fumées, gaz (moteur thermique, papiers, emballages, etc.)
- Poussières d'origines diverses (ponçages, démolitions, enlèvements de gravois, etc.)
- Détritus divers et gravois, stockage interdit à l'extérieur de l'emprise du chantier
- Etat défectueux des voies d'accès, boues et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, de leur éclairage artificiel diurne et nocturne et de leur signalisation

Chaque entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur doit fournir les matériels de levage et de manutention ainsi que des échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrages, les frais résultant des remplacements et mises en état incombent aux entrepreneurs correspondants, sans que ces dépenses puissent être portées au compte des dépenses communes ou donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du Maître de l'Ouvrage ou à une prolongation de délais.

5.4. Règlement des travaux

5.4.1.1. Répartition des paiements

L'Acte d'engagement, et le cas échéant ses annexes, indiquent ce qui doit être réglé respectivement selon le marché concerné :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

5.4.1.2. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés à prix global forfaitaire.

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés, pour chacun des lots, par un prix global et forfaitaire dont le libellé et le prix d'unité sont donnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné.

Le règlement du poste "installation de chantier" figurant à la décomposition du prix global forfaitaire s'effectue à raison de 70 % à leurs installations et le solde après leur enlèvement et remise en état des lieux de leur installation.

5.4.1.3. Règlement des prix ou des ouvrages ou des travaux non prévus.

Au cours de l'exécution des prestations du marché, des demandes de modifications pourront être émises par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre.

Les entreprises concernées devront fournir au maître d'œuvre, dans un délai de dix jours ouvrables (10j) maximum à compter de la date de notification de la demande, un devis détaillé de travaux.

Les ordres de service pour travaux modificatifs seront établis par le Maître d'œuvre, visés par le conducteur d'opération et/ou le maître d'ouvrage puis notifiés à l'entrepreneur.

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait qui seraient la conséquence de modifications que le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront régis dans les conditions prévues à l'article 13 du C.C.A.G.

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, la modification correspondant à ces prix est calculée en appliquant aux quantités ordonnées en plus ou en moins, les prix unitaires de la décomposition.

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage sont assimilables à des ouvrages figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire, les prix de ces ouvrages sont appliqués.

Lorsque les prescriptions des deux alinéas ci-avant ne sont pas applicables, les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage sont réglés à l'aide de prix nouveaux arrêtés en accord avec la maîtrise d'œuvre, établis sur les mêmes bases que ceux portés dans la décomposition du prix d'unités.

5.4.2.Modalités de règlement des comptes – décomptes mensuels – décompte final

5.4.2.1. Généralités

Les travaux, objet du présent marché, seront payés dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Les décomptes mensuels seront présentés conformément à l'article 12.1 du CCAG Travaux.

Les décomptes sont cumulatifs.

Ils sont établis obligatoirement par valorisation des tâches.

Les décomptes présentés devront reprendre la liste des postes du DPGF correspondant avec leurs numéros d'article, l'avancement étant exprimé en pourcentage du montant total de chaque poste.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

5.4.2.2. Décomptes des approvisionnements

Il n'est pas prévu d'acomptes sur approvisionnements en chantier, en usine ou atelier.

5.4.2.3. Décomptes mensuels

L'entrepreneur dresse mensuellement un projet de décompte des travaux exécutés, accompagnés des propositions de paiement, conformément à l'article 12 du CCAG travaux.

Les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire jointe par l'entrepreneur.

5.4.2.4. Acomptes

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le maître d'œuvre.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception, par le maître d'ouvrage, des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 7 points.

5.4.2.5. Décompte final

Les travaux feront l'objet d'un projet de décompte final produit par le titulaire, d'un décompte final et d'un décompte général arrêtés par le Maître d'œuvre et signés par le Maître de l'ouvrage ; l'ensemble dans les conditions fixées au CCAG.

Le décompte identifiera clairement la partie forfaitaire du marché, les postes afférents à des travaux modificatifs, ainsi que la révision.

5.5. Application de la TVA

Le montant des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde feront apparaître :

- les taux de TVA fixés par la réglementation en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.
- les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette réglementation.

5.6. Paiement des co traitants et des sous-traitants

5.6.1. Modalités de paiement direct des co traitants

En cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du CCAG Travaux.

5.6.2. Désignation de sous – traitants en cours de marché

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments de l'article R2193-1 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

5.6.3. Modalités de paiement direct du sous-traitant

En cas de sous-traitance du marché :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de la décision d'acceptation du paiement par le Titulaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le Maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé.

Le Maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

6. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

6.1. Délais d'exécution

6.1.1. Délai prévisionnel d'exécution

Ils sont décomptés conformément à l'article 18 du CCAG.

Les stipulations correspondantes figurent :

- dans l'acte d'engagement, pour le délai global des travaux qui comprend les périodes de préparation et congés payés et court à compter de la date indiquée sur l'ordre de service de début d'exécution du lot unique.
- Il est également précisé dans le calendrier prévisionnel d'exécution, dont l'exécution aux dates contractuelles, ainsi fixées, devra impérativement être respectée.

Dans ce délai global sont compris la ou les périodes de préparation, la ou les périodes de congés payés, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des Entrepreneurs par le Maître de l'Ouvrage pour l'exécution des travaux, la ou les périodes d'intempéries.

6.2. Prolongation des délais d'exécution

6.2.1. Intempéries

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles et comprises dans le délai contractuel d'exécution est de 10 jours pour toute la durée du chantier.

Les valeurs limites des différentes intempéries sont données dans les tableaux ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite
Température	<4°C pendant au moins 4 heures durant le temps de travail
Neige	>2 cm et plus généralement en cas d'impossibilité d'accéder au chantier
Précipitations	> 10 mm
Rafale de vent	> 60 km/h
Brouillard	Visibilité inférieure à 50m pendant au moins la moitié de la journée.

6.2.2. Modification des délais d'exécution pour travaux modificatifs

Les délais d'exécution partiels ou globaux pourront être modifiés pour les raisons énumérées ci-après :

- modification apportée aux ouvrages et remettant en cause le délai d'exécution initial
- mise à jour des calendriers d'exécution nécessitant une adaptation des calendriers pour respecter le délai final

Dans ce cas, les nouveaux délais d'exécution seront établis par le maître d'œuvre tel que défini à l'article 6.1.2 ci-dessus.

Les Entrepreneurs devront être en mesure de justifier, sur la base de leur calendrier détaillé d'exécution, toute demande de modification de délai, par analyse des durées d'exécution des tâches, du chemin critique et des marges libres.

6.3. Pénalités - retenues

L'application de pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives définies dans le C.C.A.G. (article 52).

6.3.1. Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

En complément des indications de l'article 19.2 et suivants du C.C.A.G. et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'Entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux et la date de terminaison des travaux sans neutraliser les diverses interruptions et calculé en jours calendaire.

L'ensemble des pénalités ci-dessous définies ne seront pas soumises à l'application de la révision des prix prévue au marché.

6.3.1.1. Mode de calcul

Le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard est fixé à 300€ HT par jour calendaire de retard.

Le calcul des pénalités et retenues est effectué par le maître d'œuvre et fourni à titre indicatif à l'Entrepreneur pour répartition entre ses sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés. Dans l'attente de cette répartition le montant global des pénalités et retenues est prélevé à l'Entrepreneur principal du lot concerné par précompte sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, est fournie par l'Entrepreneur principal dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception telle qu'elle est prévue en 3 de l'article 41 du C.C.A.G.

Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par l'Entrepreneur principal du lot concerné.

6.3.1.2. Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à la réception

Si l'Entrepreneur n'a pas remédié dans le délai fixé à l'article 11.2. du présent C.C.A.P. aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard, calculées dans les conditions fixées à l'article 6.3.1.1 ci-avant, sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement, même si le Maître de l'Ouvrage décide de l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G.

6.3.2. Autres pénalités

Des pénalités pourront également être appliquées dans les cas suivants :

- Retard dans l'installation ou le repliement de chantier : par jour calendaire : 300 € (trois cents)
- Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition des Entrepreneurs par le maître de l'ouvrage, et/ou des emprises de chantier dans le domaine public : par jour calendaire : 300 € (trois cents)

- Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation, pour chaque infraction constatée et par jour calendaire (en sus des amendes légales auxquelles l'entrepreneur s'expose en ne respectant pas la réglementation) : 300 € (trois cents euros)
- Dépôts de matériel, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : par jour calendaire et infraction constatée : 300 € (trois cents)
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires aux études, à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux : par document et par jour calendaire de retard : 150 € (cent cinquante euros)
- Retard dans le nettoyage du chantier ou avoisinants : par jour calendaire 500 € (cinq cents)
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : par jour calendaire : 500 € (cinq cents)
- Absence à une réunion de chantier : par constat : 400 € (deux cents euros)

NOTA : Un retard supérieur ou égal à 1H00 est considéré comme une absence. Un retard perturbant ces réunions et/ou visites pourra être assimilé à une absence.

- Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives : par infraction : 100 € (cent euros)
- Pénalité pour les absences de réponses aux demandes du coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS, et en cas de retard à la remise au CSPS des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) conformes au document du CSPS : par infraction : 500 € (cinq cents)
- Pénalité pour la non-fourniture des certificats sociaux et fiscaux et de travail dissimulé pendant l'exécution du marché selon les modalités prévues à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit a modifié l'article L. 8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé : par infraction : 150 € (cent cinquante euros)

6.3.3. Cumuls des pénalités

Toutes les pénalités objet des articles 6.3.1 et 6.3.2 ci-avant sont cumulables entre elles.

En dérogation de l'article 19.2.1 du CCAG le titulaire n'est pas exonéré de pénalités dont le montant serait inférieur à 1 000,00 €.

6.3.4. Affectation de pénalités

Le produit du montant des pénalités objet des articles 6.3.1 et 6.3.2 ci-avant, vient en atténuation de la dépense due au titulaire. S'il ne peut être précompté, il donne lieu à l'émission d'un ordre de recette.

6.4. Primes pour avances

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

6.5. Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution

En dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, en cas de non-fourniture, à la date de la réception, des plans et autres documents conformes à l'exécution, une retenue forfaitaire provisoire égale à 1% du montant HT du marché éventuellement modifié ou complété par avenants sera opérée, sans que cette retenue puisse être inférieure à 2.000 € HT (deux mille euros HT).

Cette retenue sera opérée dans les conditions stipulées aux articles 19.1.2 et 19.4.4 du CCAG sur les sommes dues à l'entrepreneur. Au-delà de 2 mois suivant la réception, après mise en demeure préalable si les documents et plans ci-dessus ne sont pas fournis ou s'ils sont incomplets, la totalité de la retenue provisoire deviendra définitive.

6.6. Marchés complémentaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure des marchés complémentaires en application de l'article L2122.7 du Code de la Commande Publique.

7. FACTURATION ET PAIEMENTS

7.1. Présentation des demandes de paiement et envoi des factures

La transmission des demandes de paiement se fait via le dispositif Chorus Pro uniquement.

Selon le lieu de réalisation de la prestation, le dépôt sur Chorus Pro se fera via le SIRET 130 022 809 00011

Il doit être établi une facture par mois.

Outre les mentions légales, les factures comportent :

- L'intitulé du marché, sa date et son numéro de marché ;
- La référence du bon de commande (DA n°xxx) ;

L'exactitude des mentions ci-dessus listées conditionne le règlement des prestations

7.2. Paiements

Les paiements se font par virement. A cet effet, le titulaire fournira un RIB.

Les paiements sont effectués mensuellement

Le délai global de paiement est de 30 jours conformément à la réglementation applicable aux marchés publics.

8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – GARANTIES

8.1. Retenue de garantie

Il est fait application des dispositions du Code de la commande publique.

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8.2. Avance Forfaitaire

8.2.1. Avance forfaitaire versée au titulaire du marché

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG – FCS.

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué à l'article B4 de l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article R2191- 7 du Code de la Commande Publique,

- Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.
- Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois
- Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 30%

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière détaillée de l'annexe financière.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui

lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

8.2.2. Les avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du code de la commande publique.

8.2.3. Conditions de garanties pour le versement des avances

Le maître d'ouvrage conditionne le versement de l'avance à la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité du montant de l'avance. Cette garantie à première demande doit être conforme au modèle annexé à l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire pris en application des articles R 2191-37 et R2391-25 de Code de la commande publique.

A défaut, le versement de l'avance ne sera pas effectué par le maître d'ouvrage, le délai de paiement ne pouvant alors courir.

8.3. Cessions ou Nantissement de créance

En cas de nantissement ou de cession de créance et sur la demande du Titulaire du Marché, il sera délivré, sur demande expresse, par le Maître d'ouvrage un certificat de cessibilité.

Il est précisé qu'à défaut de notification ou signification conforme aux dispositions réglementaires en vigueur et en particulier à la réglementation applicable aux marchés publics et au code monétaire et financier, de la cession par l'organisme bénéficiaire de la cession, la cession sera inopposable au Maître d'ouvrage. En ce cas, le paiement sera effectué entre les mains du Prestataire. En particulier, aucun paiement ne sera effectué entre les mains d'un tiers au marché à défaut de notification ou signification au Maître d'ouvrage de l'original du certificat de cessibilité

9. PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX - ORDRES DE SERVICE

9.1. Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi pendant la période de préparation du chantier par le coordonnateur le maître d'œuvre, après consultation du titulaire selon les modalités de l'article 6.1.

La mission d'ordonnancement Pilotage et Coordination des travaux est assurée par le coordonnateur le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre est chargé des tâches de direction des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage.

9.2. Période de préparation - programme d'exécution des travaux

9.2.1. Période de préparation

La période de préparation, fixée au calendrier prévisionnel, est comprise dans le délai contractuel, qui débute avec le délai d'exécution global.

Il est notamment procédé, au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du CCAG, aux opérations énoncées ci-après :

- par les soins du maître d'œuvre :

Elaboration, après consultation du Titulaire, du calendrier détaillé d'exécution selon les modalités de l'article 6.1.2 ci-dessus.

- par les soins des Entrepreneurs, sous 30 jours calendaires :

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus au 1er et 2ème alinéa de l'article 28 du CCAG.
- Note de méthodologie décrivant le mode d'exécution des travaux
- Etablissement et remise au maître d'œuvre des plans, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG et suivant le planning de production élaboré par le maître d'œuvre.
- Etablissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants).
- Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans les délais réglementaires à compter du début de la période de préparation.
- Exécution des travaux préparatoires (voiries, réseaux, dévoiement de réseaux, évacuations, clôtures, signalisation, nettoyage des emprises) et installation du chantier nécessaires au démarrage des travaux.
- Présentation au Maître de l'Ouvrage des attestations d'assurances, et autres documents nécessaires au démarrage du chantier.
- Etablissement des constats contradictoires de l'état des lieux d'exécution des environnements, des lieux d'implantations de chantier, des accès de chantier. Ces constats seront établis par le titulaire.

Ces constats, dressés par un homme de loi assermenté, sont fournis à titre gracieux en un exemplaire au Maître de l'Ouvrage, maître d'œuvre, bureau de contrôle et l'OPC.

9.2.2. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – vérification préalable

L'Entrepreneur est réputé avoir, avant la remise de son offre :

- Pris pleine connaissance des lieux, des services, des contraintes d'accès et de fonctionnement.
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance.
- Avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier
- Contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises notamment celles données par les plans et le C.C.T.P., s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre.

La responsabilité de l'Entrepreneur vis-à-vis du Maître d'Ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

9.3. Mesures d'ordre social - application de la réglementation de travail

Les entreprises feront application des conventions collectives du bâtiment, de toute réglementation sociale locale en vigueur, et du règlement intérieur de l'établissement sans pouvoir élever aucune réclamation pour ce motif.

9.4. Organisation - sécurité - hygiène du chantier

9.4.1. Installation de chantier

Il est précisé que les emplacements nécessaires aux installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux seront mis gratuitement à disposition de l'entrepreneur dans les conditions définies au PGCSPPS et sur les plans.

Les installations de chantier doivent être conformes aux plans guides d'installation de chantier établis joints au dossier de consultation éventuellement complétés et modifiés pendant la période de préparation. Elles sont en outre conformes aux dispositions légales et réglementaires notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des ouvriers.

Les lieux mis à la disposition par le Maître de l'Ouvrage pour les installations de chantier doivent être remis en état avant l'expiration du délai global d'exécution de l'ensemble de l'opération.

Certaines de ces installations peuvent nécessiter leur maintien en place au-delà de la date d'achèvement du délai global d'exécution et ce jusqu'à la réception des travaux sans que l'Entrepreneur puisse s'y opposer, prétendre à réclamation ni à indemnité.

9.4.2.Imputation des installations de chantier

Se reporter à la note d'organisation de chantier ainsi qu'au projet de gestion des dépenses communes.

De plus, tous les bureaux et équipements de chantier sont couverts contre les risques habituels (incendie, dégâts des eaux, vols, explosions, etc.), le risque d'arrêt de chantier ou de retard qui résulterait de la disparition des documents stockés dans ces locaux, les pertes d'exploitation subies par les utilisateurs dans les conditions définies au chapitre « Assurances » ci-après.

9.4.3.Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), conformément aux dispositions de la section 4 du décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce PGCSPS., établi par le Coordonnateur de sécurité et de la protection de la santé, est joint au marché. Il prime sur toutes pièces du dossier marché en matière de sécurité et de santé sur le chantier.

L'entrepreneur qui recourt à un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGCSPS.

A) La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'entreprise sont celles découlant des dispositions du Code du travail.

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent coordonnateur S.P.S sont celles découlant des dispositions du Code du travail.

D) Obligations de l'entreprise vis-à-vis de ses sous-traitants

L'entreprise s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément à la loi n°93-1418 du 31/12/1993 et ses décrets d'application.

E) Locaux pour le personnel :

Les locaux pour le personnel sont définis dans le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC – SPS).

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

F) Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) :

Le chantier est soumis, conformément aux dispositions de la section 5, titre III du livre II du Code du Travail, introduite par le décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, à l'obligation de P.P.S.P.S.

9.4.4.Signalisation de chantier

cf plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), et plan joint au dossier de consultation.

9.4.5.Dommages causés aux voies publiques et privées

Par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G., les contributions ou réparations éventuellement dues par les dégradations causées aux voies publiques, semi-publiques /ou privées (chaussées et trottoirs) par des transports routiers ou des circulations d'engins (exceptionnels ou non) sont entièrement à la charge de l'Entrepreneur responsable des dégradations.

9.5. Garde du chantier en cas de défaillance de l'entrepreneur

Si le marché est résilié, par application du C.C.A.G., le Maître de l'Ouvrage désigne un responsable chargé d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'Entrepreneur défaillant, et ce, jusqu'à la désignation d'un nouvel Entrepreneur

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde sont à la charge du marché résilié.

9.6. Autorisations

A l'exception du permis de dmolir et par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G., c'est l'Entrepreneur qui fait son affaire des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet de son marché.

L'Entrepreneur fait son affaire auprès des administrations et services compétents de toutes démarches, autorisations, enquêtes et autres interventions ayant trait au chantier.

9.7. Réunions

9.7.1. Réunions de chantier « maîtrise d'œuvre »

Les réunions de chantier ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés, dans le bureau aménagé à cet effet sur le chantier. Elles sont précédées d'un pointage de l'avancement du planning.

Le Titulaire est tenu d'y assister, personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié ayant tout pouvoir de décision, pendant la ou les périodes de ses interventions sur le chantier ainsi que chaque fois qu'il y a été spécialement convoqué.

En cas d'entreprises groupées le mandataire représente le groupement.

Les entreprises cotraitantes sont représentées dans le cadre du marché, si nécessaire sur convocation de la Maîtrise d'œuvre.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée ci-avant et mention de cette absence est portée au procès-verbal de réunion.

A chaque réunion de chantier, il sera établi par le maître d'oeuvre, un procès-verbal sur lequel seront consignés, en outre, l'accord général des parties sur le procès-verbal précédent les observations résultant des réunions d'études et de coordination ainsi que des visites de chantier, ainsi que l'état général d'avancement des études et des travaux par rapport au calendrier des études et travaux.

Ce document aura toute valeur en cas de contestation ou de litige sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

9.7.2. Réunions d'études

Les réunions d'études ont lieu à l'initiative du maître d'œuvre, aux jours et heures fixés préalablement au début du chantier.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée ci-avant.

Ces réunions devront permettre la coordination des études qui conditionnent l'élaboration des plans d'exécution et de synthèse, la coordination que nécessite l'enchaînement des différentes tâches, la mise à jour du calendrier détaillé d'exécution.

Un procès-verbal de réunion sera établi par la maîtrise d'œuvre et diffusé.

9.7.3. Visites de chantier

Elles ont lieu à l'initiative du maître d'œuvre aux jours et heures fixés et précèdent généralement les réunions de chantier.

Chaque Entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée ci-avant.

Ces visites ont pour but la vérification des matériaux et de leur mise en œuvre, l'inspection des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent.

Les observations constatées au cours de ces visites seront jointes au compte rendu de la réunion de chantier, suivant la visite.

9.8. Constat d'huissier

L'entrepreneur titulaire du lot unique fait dresser, à ses frais, un constat d'huissier contradictoire, en présence du maître de l'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre de l'état des constructions et des lieux avant toute intervention sur le site.

9.9. Recours, contraventions, amendes

L'Entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non-observation par l'Entrepreneur du droit des tiers ainsi que des règles de sécurité, d'hygiène et de police.

Les sommes correspondantes seront répercutées aux responsables, et au compte prorata, si les responsables n'étaient pas identifiés.

10. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

10.1. Réception

10.1.1. Généralités

Par dérogation aux articles 41.1 et 41.3 du C.C.A.G- Travaux :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux (toutes tranches confondues), elle prend effet à la date de cet achèvement,
- le titulaire avise le Maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

Pour certains lots, il sera procédé, au cours des opérations préalables à la réception, aux essais définis aux C.C.T.P.

10.1.2. Réception partielle

Conformément à l'article 42 du C.C.A.G., La prise de possession des locaux par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement complet de l'ensemble des travaux, pour certaines parties d'ouvrages sera précédée de réceptions partielles qui seront prononcées pour les ouvrages terminés à l'issue de chaque phase de travaux.

Des réceptions partielles complémentaires pourront être prononcées pour des ouvrages dont le maître de l'ouvrage désirait prendre possession anticipée.

10.2. Documents fournis après exécution

Ils sont fournis pour la réception. Les modalités de remise, la présentation et le nombre d'exemplaires de tous ces documents à remettre par l'entrepreneur sont définis au CCTC.

Le contenu est défini dans le CCTP de chaque lot.

En complément des spécifications de l'article 40 du C.C.A.G., il est précisé que :

Un mois avant l'achèvement du chantier, l'entrepreneur soumet à la maîtrise d'œuvre, pour accord, la liste prévisionnelle des documents composant le DOE. La totalité de la documentation est rédigée (ou traduite) en français technique correct.

Les DOE comportent les résultats d'analyses confirmant le désamiantage, la dépollution et le curage du site, et tous dossiers techniques et administratifs constitué des attestations d'assurance, des agréments de sous-traitance...

Le nombre d'exemplaire à fournir au maître d'ouvrage est au minimum de un exemplaire papier et 1 (un) exemplaire CD-ROM. Un essai de transfert des fichiers sera à effectuer avant la remise des documents définitifs pour vérifier la correspondance des couleurs et des calques utilisés et résoudre les éventuels problèmes générés par l'importation des fichiers.

Se conformer à la notice spécifique pour la remise des DOE, informatisés, sur CD-ROM.

La remise des documents objet du présent article libère la tâche valorisée correspondante.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 4.4.

10.3. Assurances

10.3.1. Généralités

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances en état de validité énumérées ci-après.

Chaque Entrepreneur est tenu de présenter, dans ces délais, les attestations des compagnies d'assurances solvables auprès desquelles auront été souscrites les différentes polices.

La non-présentation des certificats d'assurances conformes, est une clause de résiliation du marché.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'imposer à l'entreprise, en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de sa garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature de garantie ou en montant de couverture.

10.3.2. Responsabilité civile (en cours de chantier, professionnelle et après réception)

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant, pour des montants suffisants, eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'ils encourent en vertu du droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le maître d'ouvrage.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou à un dommage matériel, garanti ou non.

Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour le compte de tout ou partie des intervenants en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de leur garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature de garantie ou en montant de couverture.

En outre et en complément de l'article 35 du CCAG, l'entreprise assurera sous sa responsabilité pleine et entière, la protection et la bonne tenue des immeubles et ouvrages existants voisins (bâti, voirie, terrain, clôture etc...) et devra être titulaire d'une assurance spéciale, couvrant les risques aux existants et garantissant le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tous recours des voisins.

Cette responsabilité valant renonciation à tout recours contre le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre.

Par ailleurs, l'entreprise devra réparer à ses frais, toutes dégradations de son fait, causées aux ouvrages de la voie publique ainsi qu'aux propriétés voisines, affectées par les travaux.

10.3.3. Garantie décennale des ouvrages de bâtiment

Les intervenants au chantier devront, conformément à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978, être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale pour les lots dont ils sont titulaires, y compris ceux qu'ils donnent en sous-traitance, couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles

1792, 1792-1 à 1792-6, et 2270 du Code civil, et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792- 3 du Code civil.

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par le maître d'ouvrage. Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux, le maître d'ouvrage se réservant la possibilité de souscrire une police décennale complémentaire pour élever le montant des garanties des entreprises et à leurs frais.

Les intervenants devront être couverts pour les dommages engageant la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du Code civil ou des principes dont cet article s'inspire, des dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

De plus, la garantie devra couvrir également la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

Les intervenants devront justifier, outre de qualifications professionnelles (Qualibat, Qualifelec, Qualigaz, Qualifanten,..., ou autres qualifications équivalentes), de la couverture effective par leurs assureurs des lots qui leur sont attribués.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des constructeurs.

En tant que de besoin, l'entrepreneur fait son affaire de toutes assurances complémentaires rendues nécessaires pour la réalisation des ouvrages de bâtiment précités.

10.3.4. Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages

L'entrepreneur est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir les vols, dégradations, pertes, destructions, et dommages de toute nature survenant à ses matériels, stockés sur le chantier ou déjà mis en œuvre, engins de chantier et installations de tous ordres qui lui sont nécessaires pour la réalisation des marchés.

Il doit, à défaut d'assurance Tous Risques Chantier souscrite par le Maître d'Ouvrage, garantir ses ouvrages au minimum du fait d'incendie, foudre, explosion, effondrement en cours de travaux.

Il est rappelé aussi que les approvisionnements sur chantier, en usine ou atelier qu'un Entrepreneur veut porter dans un décompte, doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance spécifique.

Si une partie des locaux est mise à la disposition du Maître d'Ouvrage ou occupée par lui avant la réception telle que définie ci-avant, (par exemple pour réalisation de travaux d'aménagement ou équipement par d'autres corps d'état), la garantie du contrat s'exercera jusqu'à la date de réception de l'ensemble des travaux.

En tout état de cause, les garanties de la présente police ne sauraient s'appliquer à des locaux ou parties d'ouvrages mis en exploitation professionnelle par le Maître d'Ouvrage qui y ferait exécuter les activités auxquelles ils sont destinés.

L'entreprise devra fournir au Maître d'Ouvrage la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

10.3.5. Assurance de bureaux de chantier

L'entrepreneur, à qui incombent les installations de ces locaux les assure à ses frais et souscrit une police d'assurance couvrant les bureaux de chantier.

Cette assurance devra garantir les risques habituels :

- d'incendie, dégâts des eaux, vols, etc...ADI
- risques d'arrêt de chantier qui résulteraient de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux, risques présentés par les pertes et dommages qui en seraient la conséquence pour les entrepreneurs, maître d'œuvre et maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre appréciera à titre de conseil, si la couverture du risque est suffisante, il transmet les polices au maître d'ouvrage pour examen par l'assureur de celui-ci.

10.3.6. Attestation d'assurance

Les attestations d'assurance devront être fournies à la notification du marché et à tout moment de l'exécution de l'ouvrage : faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la Compagnie d'Assurance elle-même. Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

Ces attestations devront préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risque, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance de l'Entrepreneur à l'Assureur du droit à notifier au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, tous faits de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurance.

L'attestation d'assurance décennale devra être nominative au chantier, comporter le montant des garanties complémentaires, abroger la règle proportionnelle éventuelle des capitaux, et comporter la mention des lots et activités garantis.

L'attestation d'assurance de Responsabilité Décennale devra être valable à la date de la DROC.

L'attestation d'assurance Responsabilité Civile devra être valable pendant toute la durée des travaux.

Les attestations d'assurance de ses cotraitants et sous-traitants seront produites par l'entrepreneur titulaire à l'appui de toute demande d'agrément par le Maître d'Ouvrage, et l'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance en vigueur de ses cotraitants et sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra prévenir le Maître d'Ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurance.

Tout règlement pourra être différé si l'entrepreneur ne fournit pas les justifications demandées.

Le règlement du solde est soumis à la présentation des certificats d'assurance conformes.

10.3.7. Absence ou insuffisance de garantie

Toute surprime appliquée par l'assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un intervenant ou d'un fabricant, du fait d'une absence de qualification professionnelle reconnue, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge de l'entrepreneur, lequel s'engage à la régler au maître d'ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou plus étendue.

La souscription de contrats d'assurance par le maître d'ouvrage, ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage de leurs cocontractants et des tiers. Ils restent tenus de garantir le maître d'ouvrage de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

L'entreprise et ses assureurs renoncent à tout recours qu'ils pourraient envisager d'exercer contre le souscripteur de l'assurance pour compte ou contre toute personne mandatée pour la mise en place des contrats, en cas de refus, d'échéance ou limitation de garantie pouvant être opposées par la compagnie d'assurance, dans le cadre de l'instruction ou du règlement d'un sinistre.

11. **CLAUSE DE REEXAMEN**

En application de l'article R2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas le marché
- Intégration de prestations nouvelles ou fourniture de nouveau matériel nécessaires à l'objet du présent marché
- Ajustement de la durée du marché ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation

- Modifications de faible montant
- Modifications non substantielles, quels qu'en soit le montant

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du Maître d'ouvrage et est notifiée au titulaire par avenant.

12. RESILIATION

Seules les stipulations du CCAP Travaux relatives à la résiliation du marché sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial du marché hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2%.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143.3 et suivants, R2143.6 et suivants, R2143.11 et suivants, R2142.1 et suivants, R2142.6 et suivants, R2142.13 et suivants du code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

13. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le maître d'ouvrage ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197.1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les litiges, survenant entre le titulaire et le maître d'ouvrage, qui n'auraient pu être réglés à l'issue de la procédure amiable relèvent de la compétence du tribunal Administratif de Rennes.

14. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Toutes les dispositions du présent CCAP dérogeant au CCAG Travaux sont applicables au marché sans nécessité d'être mentionné au présent article (par dérogation à l'article 1.2 du CCAG Travaux).